



BULLETIN D'INFORMATION

Haut-Saône

Retrouvez nous sur le WEB
www.cgt70.fr
www.facebook.com/UDCGT70

Hors-Série- Mai 2024

L'imposture sociale du Rassemblement national

Édito

Lors de son 53e congrès, la CGT a réaffirmé que la lutte contre les idées d'extrême droite (ED) était une priorité.

Précisons que l'instrumentalisation de la précarité, l'absence de réponses aux besoins des travailleurs nourrissent le terreau de l'ED et engendrent la banalisation de ses idées. Des idées pourtant toujours aussi nauséabondes malgré le changement de sémantique.

La priorité nationale a remplacé la préférence nationale, mais le rejet de l'autre et la xénophobie demeurent le ciment de l'ED. La paupérisation des travailleurs organisée en toute conscience par le gouvernement Macron est un boulevard pour l'accession au pouvoir de l'ED.

La quête de normalisation du Rassemblement National (RN) est définitivement perdue, puisqu'en mars dernier le Conseil d'État a confirmé sa décision de septembre 2023, de classer le RN dans le « bloc d'extrême droite ». La banalisation du RN et de ses idées mortifères sont devenues une réalité. Dans un monde où les repères idéologiques sont brouillés, le RN se pose en défenseur des catégories populaires uniquement pour accéder au pouvoir.

Pour rappel : les députés RN sont les premiers à n'avoir voté aucune mesure de progrès social.

Aujourd'hui, le racisme se définit comme une idéologie qui se fonde sur les différences biologiques réelles ou supposées ou sur la base de l'appartenance ethnique, nationale ou religieuse.

La plupart des pays européens sont touchés par cette montée des idées d'ED et pointent le risque de ne pas progresser lors des élections européennes et devenir

une force centrale du Parlement Européen. Le fascisme contemporain séduit et conquiert jusqu'à la jeunesse. Le discours populiste antisystème du RN cache mal la véritable nature d'une mouvance violente, raciste et au service des intérêts du capital. Il se prononce systématiquement pour les intérêts du néolibéralisme et contre le partage des richesses.

Ce journal spécial a pour double objectif de démasquer l'imposture sociale du RN et d'aider nos syndiqués CGT à débattre sur les mesures portées par le RN au travail et hors travail. Il est utile de rappeler que l'ED et ses partisans ont toujours été viscéralement hostiles aux syndicats. Cette haine totale puise sa source dans le régime de Vichy et sa charte du travail rédigée en 1941 qui prônait un syndicalisme de collaboration avec le patronat.

Adhérer à la CGT ou créer un syndicat CGT sur son lieu de travail est synonyme de prendre sa place dans une organisation qui rassemble les salariés à partir de leurs revendications, qui fait de la démocratie ouvrière sa ligne de conduite, qui forme ses adhérents, ses élus et mandatés.

Le racisme, la xénophobie, les discriminations de toutes sortes et toutes les exclusions n'ont pas leur place à la CGT. Il est inconcevable de faire de la CGT un terreau favorable au développement de l'ED et de ses idées. Ne pas en tenir compte c'est tout simplement ignorer ses positions claires et sans aucune ambiguïté. Le RN n'est absolument pas le parti des travailleurs.

« Oublier son passé, c'est se condamner à le revivre »

Primo LEVI

Annick DIDIER
Secrétaire Générale

LE LIEN 70 des Militants CGT Haut-Saône
N° ISSN 0338-8034 – Publissimo Esprit Libre - DIRECTEUR DE PUBLICATION : Annick DIDIER
Parution mensuelle – Imprimé par nos soins sur du papier certifié FSC
Union Départementale CGT 70 – 5 cours François Villon – 70000 VESOUL
Tel : 03.84.78.69.90 – Mail : ud-cgt70@wanadoo.fr

La CGT s'oppose à l'Europe néo-libérale

Nous voulons une autre Europe, une Europe des peuples, pour que le contenu social, économique et écologique de la construction européenne réponde aux besoins et aspirations du monde du travail, sur la base de la coopération et de la solidarité, et non pas de la mise en concurrence généralisée comme c'est le cas actuellement.

L'actualité, nous confirme jours après jours que l'Europe est malade des politiques d'austérité. Les propositions de réforme de Pacte de Stabilité et de Croissance en cours de discussion ne feront que renforcer les politiques d'austérité et les coupes budgétaires en direction des services publics et de la protection sociale : selon un calcul de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), les États membres de l'Union européenne (UE) seraient ainsi contraints de réduire collectivement leurs budgets de plus de 100 milliards d'euros l'année prochaine, dont 26 milliards pour la France. L'Europe se dote elle-même d'un mécanisme qui l'empêche de se développer ! C'est pour cela que nous nous sommes mobilisés pour l'euro manifestation organisée à Bruxelles en décembre dernier par la CES, afin de peser sur le contenu des décisions européennes.

Les inégalités sociales et territoriales ne cessent de progresser en Europe, sous l'effet de la mise en concurrence des travailleurs, des territoires, des systèmes productifs et sociaux. C'est donc toute la gouvernance économique européenne qui doit être revue, pour se doter enfin de mécanismes solidaires :

- Un budget européen digne de ce nom, pour aller au-delà du simple saupoudrage et engager de réelles politiques de solidarité et de réduction des inégalités;
- Une « règle d'or » en matière d'investissement public qui favorise les investissements dans les transitions verte et numérique ;
- Un fonds européen pour développer la politique industrielle et mutualiser les efforts d'investissement, afin d'éviter une Europe à plusieurs vitesses et le creusement des inégalités. Ce fonds devrait être alimenté par la Banque centrale européenne (BCE) ;
- Une interdiction de tout financement public pour les entreprises qui éludent l'impôt ;

- Des conditionnalités fortes et un régime d'imposition des entreprises qui permettent aux budgets nationaux de financer l'investissement public et les services publics ;
- L'adoption d'une directive européenne sur une taxation progressive des personnes les plus riches.

**POUR LES LIBERTÉS ET LES DROITS
REFUSONS LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE**



À quelques semaines des élections européennes, le bilan du mandat des eurodéputés sortants est incontestable : le RN et ses alliés d'extrême droite ont voté quasi systématiquement contre toutes les décisions contenant des mesures de progrès social, tout en refusant d'imposer toute contrainte aux employeurs.

Il s'oppose aussi activement aux politiques environnementales au nom de la défense du monde paysan et de la lutte contre « l'excès de normes », mettant ainsi en péril l'avenir et la santé des générations futures.

Les intérêts du capital passent avant la défense des travailleurs, si le discours « social » du RN paraît séduisant, l'examen des votes révèle une dissonance entre les paroles et les actes.

Les 9 votes à Bruxelles qui montrent l'imposture sociale du RN

1. Mise en place de salaires minimums en Europe :

Le RN vote contre

La directive, votée en septembre 2022, a pour objectif d'assurer un salaire « Sufficient pour un niveau de vie décent ». Cette mesure devrait permettre de **relever de 20 % en moyenne les salaires de 25 millions d'européens**, essentiellement dans les pays de l'Est et réduire ainsi le dumping social entre les travailleurs au sein de l'Union. **Mais le RN a voté contre argumentant notamment que cette mesure doit être compensée par des exonérations de cotisations sociales pour l'employeur... soit un nouveau cadeau aux entreprises** et des recettes en moins pour les caisses de la Sécurité Sociale pour financer les pensions de retraite, l'assurance maladie, les accidents du travail, les politiques familiales...

2. Encadrement de la rémunération des stagiaires:

Le RN vote contre

Pour lutter **contre l'exploitation des stagiaires** partout en Europe, le Parlement Européen a voté une directive fixant des normes de qualité minimales avec des règles sur la durée des stages, la rémunération, l'accès à la protection sociale. Les stages devraient être rémunérés de manière à couvrir les besoins vitaux tels que l'alimentation, le logement et le transport selon

le coût de la vie de chaque État membre. Le RN a voté contre, **prétextant que c'est seulement aux employeurs « de cerner les besoins ».**

3. Lutte contre les inégalités salariales entre les femmes et les hommes : **Le RN vote contre ou s'abstient**

En 2022, le Parlement Européen a voté une directive visant l'instauration d'un cadre minimal pour renforcer l'application du principe de **l'égalité des rémunérations entre les sexes**. Celle-ci prévoit notamment des outils d'évaluation non sexistes des emplois, garantit le droit à l'information sur les rémunérations pour les travailleurs et introduit un renversement de la charge de la preuve en cas de non-respect des obligations de transparence par l'employeur. Une avancée pour l'égalité qui n'est pas du goût du RN qui s'est abstenu. Une position à priori opportuniste alors qu'en 2020, **les eurodéputés RN ont voté contre les mesures visant à faire reculer les inégalités femmes-hommes** considérant qu'il n'est pas souhaitable de « conditionner la quasi-totalité des aides à l'UE à des actions favorisant l'égalité hommes-femmes ».

4. Revalorisation des personnel soignants : **Le RN vote contre**

Pour **améliorer les conditions de travail** et favoriser

COMBATTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE
Une lutte syndicale à part entière

Les syndicalistes ont une responsabilité majeure dans la lutte contre le fascisme.

UNIS
CONTRE L'EXTRÊME DROITE
POUR LE PROGRÈS
SOCIAL ET L'ÉGALITÉ
DES DROITS
la cgt

la cgt

Visa

le recrutement dans le secteur des soins, le parlement a voté une recommandation visant l'ouverture de négociations pour améliorer les salaires et les conditions de travail, garantir des normes plus élevées en matière de santé et de sécurité au travail ; s'attaquer aux stéréotypes de genre, ratifier et mettre en œuvre la convention 189 de l'Organisation internationale du travail (OIT) (datant de 2011) consacrée à l'encadrement du travail domestique pour des conditions de travail décentes. Même pour cette recommandation, plutôt consensuelle, **le RN a voté contre ! Une opposition qui en dit long sur les motivations du RN face à la détérioration des services de santé.**

5. Renforcement du dialogue social dans les Comités d'Entreprise CE européens : **Le RN vote contre**

Face à la concentration croissante des entreprises à l'échelle européenne, les syndicats ont poussé à la révision de la directive sur les CE européens pour favoriser la démocratie au travail. Malgré **l'opposition féroce du patronat**, le parlement a donné son feu vert pour consolider les droits des CE européens et les rendre effectifs. Plus à l'écoute aux arguments de l'organisation patronale « Business Europe », **les eurodéputés du RN s'y sont opposés, comme pour la résolution sur le renforcement du dialogue social en juin 2023.**

6. Lutte contre les abus des multinationales : **Le RN vote contre**

Pour **mettre fin à l'impunité des multinationales**, en 2021, le Parlement vote le devoir de vigilance. Ce texte vise à tenir responsables les multinationales en cas de violations des droits humains, comme le recours au travail forcé ou des détériorations environnementales perpétrées par leurs sous-traitants pour les matières premières, partout dans le monde.

Seuls les eurodéputés d'extrême droite s'y sont opposés. Une position confirmée lors du vote d'une résolution visant à renforcer la directive sur la responsabilité environnementale des entreprises. **Pour le RN, l'Europe n'a pas à « enfreindre » la souveraineté des États en leur fixant des objectifs contraignants.**



7. Soutien aux ménages dans le cadre de la transition écologique : **Le RN vote contre**

Face à la pression des mobilisations citoyennes pour le climat, l'Europe a mis en place un grand programme de réformes en faveur de la transition écologique : le Pacte Vert. Enfermé dans son opposition à toute mesure contraignante face au changement climatique, le RN s'est opposé aux mesures du Pacte vert même celles qui visaient à soutenir les classes moyennes et populaires. Les eurodéputés RN ont ainsi voté contre le fonds social pour le climat qui soutient les ménages souhaitant rénover leur logement, accéder à un véhicule électrique ou installer une pompe à chaleur par exemple. De même, les élus RN ont refusé de taxer les superprofits des géants du pétrole, gaz et charbon.

8. Construction de l'Europe sociale : **Le RN vote contre**

Si l'ambition sociale de l'Europe est affirmée dès le traité de 1958, il a fallu attendre la crise Covid pour que les 27 impulsent le projet véritablement. En 2021, ils se sont engagés sur **des objectifs pour 2030 en matière d'emploi, de formation ou de pauvreté.** La feuille de route, réitérée en 2023, souligne l'importance de la protection des droits sociaux qui doivent être placés au centre des politiques de l'UE et traités avec la même urgence que les aspects économiques et environnementaux. **Grand défenseur, dans ses discours au moins, des salariés, le RN vote contre ces objectifs sociaux.**

9. Protection des travailleurs précaires : **Le RN vote contre**

L'Union Européenne a adopté une directive visant à réguler pour la première fois l'économie des

plateformes et imposant la présomption de salariat permettant ainsi aux travailleurs de bénéficier des mêmes protections sociales que n'importe quel salarié et ce dès son embauche. **Comme sur de nombreux sujets pourtant consensuels portant sur les conditions**

de travail, le RN a voté contre. Même consigne de vote pour le rapport sur la santé mentale au travail et dans les lieux de travail. De même, les eurodéputés se sont abstenus sur le droit à la déconnexion ou pour protéger les travailleurs sur les risques d'exposition au plomb et ses composés.

L'extrême droite contre les syndicats

La haine du syndicalisme fait partie de l'ADN du fascisme historique et actuel. Il porte un projet s'appuyant idéologiquement et en pratique sur la réconciliation entre le capital et le travail et la négation de la lutte des classes à travers l'anéantissement des syndicats existants.

L'extrême droite promeut la création de nouvelles organisations dans lesquelles se retrouvent patrons et ouvriers, au service de la Nation. La Charte du travail, mise en place par Mussolini en 1927, le décrit très clairement : « Réconciliation entre les intérêts opposés des employeurs et des travailleurs et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production. »

Le FN/RN est dans la droite lignée de cette tradition corporatiste et cela a pu être inscrit dans plusieurs de ses programmes politiques, comme en 2012 : « Une grande réforme des syndicats sera mise en œuvre [...]. Des syndicats plus représentatifs [...] seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertations constructives et moins tentés de recourir à un rapport de force. »

Aujourd'hui, Marine Le Pen va parler de « contrôle

des finances » et de « liberté syndicale », mais quoi qu'il en soit, un État aux mains du RN s'occupera directement des syndicats !

Éric Zemmour a, quant à lui, donné une définition précise de son projet le 15 février 2022 :

« Mon projet politique c'est la fin de la lutte des classes. Il faut réconcilier les patrons et les salariés dans un intérêt commun. » Une définition très proche de celle décrite dans la Charte du travail de Mussolini. Soyons clairs : le projet de l'extrême droite, c'est la destruction pure et simple des syndicats et de la CGT en premier lieu !

« Ne nous trompons pas. Si le Rassemblement National devait un jour accéder au pouvoir, la CGT serait en haut de la pile des opposants à briser. »

Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT

L'extrême droite contre les droits des femmes



L'égalité entre les femmes et les hommes est une exigence forte des salariés, quels que soient leur nationalité, genre, orientation sexuelle ou religion. Pendant des décennies, les femmes votaient moins que la moyenne pour le principal parti

d'extrême droite. Ce n'est plus le cas depuis 2012, avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN devenu RN. Elle joue sur son image de femme active, comme d'autres candidates.

Éric Zemmour, qui est sur une ligne que l'on qualifiera de « masculiniste » en plus d'être suprémaciste, remet en cause les avancées vers l'égalité des dernières décennies, attire selon les sondages plus les hommes que les femmes... Cela confirme donc le choix de la CGT de mettre l'égalité femmes-hommes au centre de ses propositions et la nécessité de faire bouger les choses, dans le syndicat, au travail et dans la vie ! Même avec une femme candidate, les programmes du RN ne sont pas plus pour les droits des femmes qu'avant ou qu'à « Debout la France »,

même si l'affichage y est, preuve que la question est devenue incontournable. Ce sont le « communautarisme » ou « les musulmans » ou les « réfugiés » qui sont pointés du doigt, alors que les violences envers les femmes sont présentes dans tous les milieux sociaux.

Désormais, le droit à l'IVG est scellé dans la Constitution. Le RN a retourné sa veste sur le sujet pour se dédramatiser. Petit rappel de propos de députés FN/

RN : « Après avoir génocidé les enfants français à raison de 200 000 par an, on doit maintenant les remplacer à tour de bras par des migrants. », « Dérembourser l'IVG pour éviter les avortements de confort et abroger à terme la loi sur l'avortement. » Simone Veil a eu ces paroles : « **Vous ne me faites pas peur, j'ai survécu à pire que vous, vous n'êtes que des SS aux petits pieds.** »

Des outils pour combattre les idées d'extrême droite

Le meilleur outil est le débat avec les salariés, les privés d'emploi, les retraités et les jeunes. Les différentes publications proposées par la CGT donnent des armes mais c'est d'abord en allant au-devant des débats, donc au-devant des idées propagées par l'extrême droite, que nous les combattons. Il s'agit aussi de construire une société plus juste, plus solidaire, où l'étranger n'est pas le bouc-émissaire, où le vivre-ensemble est une réponse à l'injustice. En ce sens, lutter contre les idées d'extrême droite c'est aussi lutter contre les gouvernements et le patronat qui cassent le lien social et veulent nous imposer un monde où les valeurs sont la concurrence et la peur.

La CGT propose sur son site internet (www.cgt.fr) des fiches argumentées sur le fond du programme de l'extrême droite. Elle propose aussi des témoignages de camarades. Un numéro spécial de la NVO a été édité, il peut être commandé en ligne.



Combattre la vague brune

L'extrême droite n'a rien à offrir aux travailleurs et à leurs syndicats.

Une forte augmentation des eurodéputés d'ED renforcerait les forces anti-sociales et anti-travailleurs. En effet, à chaque vote, l'ED a montré qu'elle protégeait le capital au détriment du travail.

Le président du RN s'est beaucoup affiché aux côtés des agriculteurs en colère. Pourtant, en contradiction avec leurs promesses de 2019, les eurodéputés RN ont voté pour la politique

agricole commune 2023-2027 et contre un amendement visant à plafonner les aides de la PAC à 60 000 euros par an, qui aurait contribué à corriger ce déséquilibre. Ils ont ainsi prolongé une répartition injuste des subventions au profit des grandes exploitations (81 % de l'aide directe est captée par 20 % des agriculteurs).

La CGT revendique des normes sociales européennes contraignantes de haut niveau

Pour la hausse des salaires : Les règles de gouvernance économique européennes ont pour effet de peser sur les salaires. Avec l'inflation, les salaires réels ont baissé dans la quasi-totalité des pays européens en 2023. Mais pas les profits qui ont explosé, ce qui explique d'ailleurs une bonne partie de l'inflation, de l'aveu même de la BCE !

Il faut maintenant se battre pour que cette directive soit correctement transposée dans tous les pays européens !

Pour faire évoluer positivement le cadre social européen :

- une directive sur le télétravail et le droit à la déconnexion ;
- une directive sur les risques psycho-sociaux ;
- un renforcement de la législation sur la santé et la sécurité sur les lieux de travail ;
- une révision de la directive sur les CE européens.

Pour combattre le nationalisme : Le désintérêt et l'abstention laissent le champ libre au patronat, aux défenseurs du libre marché et surtout à l'extrême droite, cette ennemie mortelle des travailleurs, des droits sociaux, de l'environnement et de la démocratie !

L'extrême droite se nourrit et instrumentalise le désespoir et les inégalités produites par les politiques de casse des services publics et de réduction des droits sociaux impulsées par le néolibéralisme dans les différents pays européens. L'extrême droite a le vent en poupe : elle dirige ou participe à cinq gouvernements en Europe (Italie, Finlande, Hongrie, République Tchèque ou Slovaquie), participe aux majorités parlementaires en Suède. Pour l'instant, les sondages lui donnent la première ou à la seconde place des prochaines élections européennes de juin dans 17 des 27 États membres.

Les forces politiques d'extrême droite sont à l'offensive des institutions européennes après leur conquête du pouvoir dans plusieurs États membres. Ce faisant, elles s'accommodent d'un apparent paradoxe : principales forces politiques en Europe dénonçant la construction européenne, elles

cherchent à prendre le contrôle de ses institutions pour mieux influencer sur leurs trajectoires et empêcher toute politique progressiste. Lorsqu'elle est au pouvoir, l'extrême droite met clairement en œuvre une politique antisociale :

- En Italie, le gouvernement Meloni facilite les embauches en CDD et supprime le revenu de citoyenneté institué en 2019 qui avait sorti un million de personnes de la pauvreté.



- En Hongrie, Orban impose une loi de dérégulation des heures supplémentaires permettant la tri-annualisation du temps de travail, le passage du nombre maximal d'heures supplémentaires de 250 à 400, l'autorisation d'imposer 50 jours de travail supplémentaires par an, ce qui revient à allonger la semaine de travail à six jours.
- En Pologne, lorsque le parti politique PIS (Prawo i Sprawiedliwość) était au pouvoir, il menaçait régulièrement le droit à l'avortement.

– Politique économique libérale de baisse du « coût du travail » en Hongrie, Finlande... L'extrême droite au pouvoir c'est clairement une politique antiféministe qui nie l'indépendance des femmes et vise à les renvoyer au foyer à l'aide d'une politique familiale profondément conservatrice.

Pour l'énergie : Devant l'inefficacité du marché et de la libéralisation abrupte du secteur de l'énergie, il devient de plus en plus compliqué de garantir une énergie abordable pour tous et de garantir l'accès à l'énergie comme un droit pour tous. La meilleure protection contre les aléas de la volatilité des marchés de l'énergie est la réglementation des prix pour les ménages. Mais pour cela, nous avons besoin d'un marché réellement unique de l'énergie, adapté aux modalités de chaque État, interdépendant et solidaire dans le partage des ressources et des sources d'approvisionnement. Il y a un besoin fondamental de développer et de favoriser les sources d'énergie renouvelable, en prévoyant une politique de transition juste et un accompagnement sur le plan budgétaire à la hauteur.

Pour le fret ferroviaire : Ce sujet est emblématique des contradictions entre application des règles de concurrence et intérêt général. En cours depuis vingt ans, la libéralisation du fret ferroviaire est un échec qui profite au secteur routier dont les coûts sont supportés par la collectivité (infrastructures, pollution, etc).

La précipitation du gouvernement français témoigne d'une utilisation opportuniste des règles européennes, leur instrumentalisation permettant de justifier une décision prise préalablement. Pour s'opposer à ce désossage de l'opérateur public, la CGT a présenté un projet de développement du fret ferroviaire adossé sur des subventions publiques.



L'extrême droite au pouvoir c'est la fermeture des frontières, le durcissement de la politique migratoire et la mise en place d'une Europe forteresse. L'extrême droite au pouvoir c'est une remise en cause de l'état de droit, des attaques contre la liberté et la pluralité de la presse, des attaques sur l'indépendance de la justice au prétexte d'apporter un meilleur service aux

usagers. La construction européenne a mobilisé le droit de la concurrence pour s'attaquer aux services publics nationaux qualifiés de « monopoles » : les grands réseaux d'infrastructures (communications, transports, énergie) ont ainsi été « libéralisés » et marchandisés, avec pour conséquence de dégrader la qualité et l'accès à ces services.

L'extrême droite, en France, on a déjà essayé !



L'extrême droite à l'Assemblée Nationale : on a déjà essayé

Les députés RN siégeant à L'Assemblée ont voté contre le gel des loyers, contre l'augmentation du SMIC, contre l'augmentation des minimas sociaux, contre le blocage des prix, contre la régulation des Airbnb...

L'extrême droite à la tête des municipalités : on a déjà essayé

Hénin Beaumont : le maire a décidé de mettre fin à la subvention et à la mise à disposition d'un local à la Ligue des droits de l'Homme. Il refuse un stand au marché de Noël pour le Secours Populaire.

Fréjus : fermetures des centres sociaux.

Beaucaire : N'étant pas en capacité d'interdire l'entrée des écoles publique aux élèves qui ne lui conviennent pas, le RN agit sur ses prérogatives en supprimant des repas de substitution proposés aux élèves ne mangeant pas de viande de porc. Dans une enquête sur les risques psychosociaux (RPS) dans les services de la mairie, le diagnostic est accablant. Les facteurs de RPS sont légion dans tous les services, les effectifs ont diminué et l'absentéisme bondit de 50 %, ce qui conduit à une surcharge de travail non pris en compte pour ceux qui restent.

Béziers : Le maire décide d'exclure des activités périscolaires les enfants dont au moins un des deux parents ne travaille pas ou est au chômage. Le même maire baptise une place au nom de Maurice Barrès fasciste de triste mémoire. Dans des lycées, l'ED demande l'annulation des campagnes d'information et de sensibilisation autour des questions LGBTQIA+. Cela au mépris d'une actualité qui démontre la violence subie par les élèves gays ou trans !

En général, les Services Publics sont massacrés (centres des impôts, la poste, baisse de dotation pour les écoles, mise à mal des budgets sociaux et culturels, fin de la gratuité de la cantine scolaire pour les familles les plus modestes, histoire de « responsabiliser les familles », augmentation des tarifs des centres de loisirs, celui du portage des repas ...

Les syndicats sont aussi souvent mis au pas : menaces, placardisation des responsables syndicaux, suppression des subventions, tentatives de fermeture des Bourses du travail.

La liste des dérives n'est pas exhaustive, ces quelques exemples montrent le vrai visage de l'ED en cela aidée par les pouvoirs publics qui n'interviennent pas, pire qu'ils cautionnent.

Votes du RN à l'Assemblée Nationale en 2024

Pour

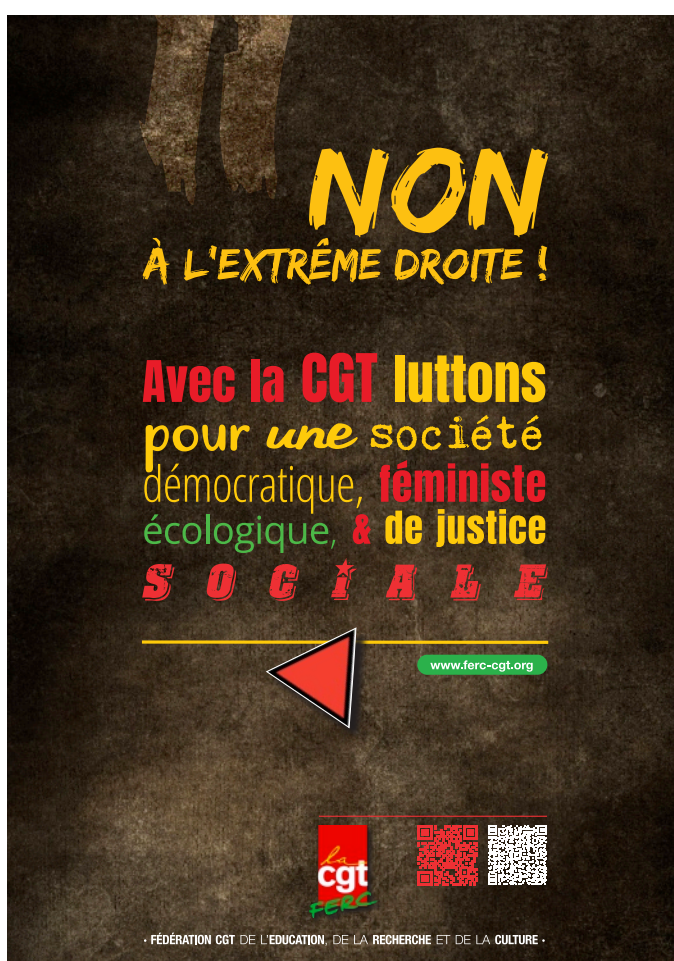
Projet de loi immigration
Obliger les contrôleurs aériens à se déclarer en grève au moins 2 jours avant
Supprimer l'article créant un service public de la petite enfance
Loi de programmation militaire 2024-2030
Projet de loi d'accélération de l'énergie nucléaire
Interdire aux salariés en CDD qui refusent un CDI de toucher une allocation chômage

Abstention

Proposition de résolution soutenant l'Ukraine et condamnant la guerre menée par la Russie
Rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)
Ratifier l'accord sur l'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande
Demander la gratuité de 40 litres d'eau par jour et par personne
Proposition de loi visant à limiter la diffusion des polluants éternels (PFAS)
Déclaration du gouvernement sur la stratégie d'aide à l'Ukraine

Contre

Projet de loi renforçant la lutte contre les dérives sectaires
Projet de loi relatif à la gouvernance de la sûreté nucléaire
Créer une taxe sur les bureaux vacants
Projet de loi pour le plein emploi
Obliger les entreprises financées par le plan France 2030 à publier un bilan carbone
Augmenter les ressources du Parquet national financier (PNF)
Inscrire toutes les personnes sans emploi sur la liste des demandeurs d'emploi
Proposition de loi renforçant l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique
Retraites : créer un « index senior » dans les entreprises
Proposer une option végétarienne dans les établissements de restauration collective
Maintenir l'objectif de réduction de l'énergie nucléaire en France
Supprimer certains régimes spéciaux de retraite
Inviter le Gouvernement à suspendre l'exploitation minière des fonds marins
Projet de loi accélérant la production d'énergies renouvelables
Obliger l'installation de panneaux solaires sur les grands parkings
Recouvrir les toitures des bâtiments de peinture blanche pour s'adapter au changement climatique
Projet de loi de finances rectificative pour 2022
Projet de loi de programmation des finances publiques (2023 à 2027)
Moduler l'assurance chômage en fonction de la conjoncture économique
Augmenter le salaire minimum (SMIC) à 1500 euros net mensuel



EXTRÊME DROITE
**ATTENTION
POISON**



Le vernis craque

Les élus du RN ont brandi des pancartes associant les immigrés à des violeurs en plein Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté jeudi 11 avril. Parmi eux, Thomas Lutz a même utilisé le mot « Untermensch » signifiant « sous-homme ». Suite à ces propos, est-il encore nécessaire de rappeler que l'ED n'a qu'un seul visage : **celui du racisme et de la haine.**



L'EUROPE
S'OCCUPE
DE VOUS



Ensemble, nous nous battons pour plus de protection sociale et environnementale, plus d'égalité, de partage et solidarité.

Ça n'est pas la vision du gouvernement Macron qui oeuvre à protéger les seuls **intérêts des plus riches**. C'est encore moins l'action du Rassemblement national et de l'extrême droite en Europe dont les votes au Parlement trahissent le vrai projet.

Le 9 juin chaque voix compte.

De la rue aux urnes

Dans la suite de la mobilisation contre le report de l'âge de départ à la retraite et alors que le gouvernement Macron ne cesse de s'en prendre à celles et ceux qui travaillent et créent les richesses et font tourner nos services publics, **la CGT appelle tou·tes les salarié·es, privé·es d'emploi et retraité·es du pays à voter aux élections européennes du dimanche 9 juin 2024.**

Votre organisation syndicale () nous fait confiance, **pourquoi pas** **vous ?**

La Macif vous propose des solutions
pour vous et votre famille :
auto, habitation, santé...

Et aussi des solutions adaptées au monde
de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : [macif.fr](https://www.macif.fr)



La Macif,
c'est **vous.**